



DÉBATTRE POUR AGIR

GUIDE PRATIQUE POUR LA DEUXIÈME ÉTAPE DU CONGRÈS

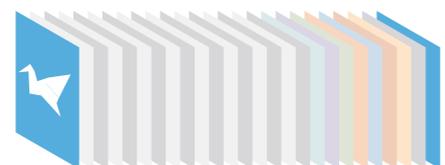


POURQUOI CE GUIDE ?

Ce guide est destiné à fournir les éléments nécessaires à la mise en œuvre de la deuxième étape de la démarche Congrès, qui consiste à mettre en débat les analyses des indignations recueillies à la première étape (cf. p.4-5) et ce, quel que soit votre état de mobilisation dans la démarche.

Toute forme de débat organisé sur une question sociale en 2012 dans votre réseau en présence de personnes concernées par la question est susceptible de s'articuler à cette démarche. Faites-le nous savoir !

SOMMAIRE



- 3 **ÉDITO** par Pierre Garnier
- 4-5 **LA DÉMARCHE CONGRÈS** (2010-2013)
- 6-7 **LES 7 QUESTIONS SOCIALES**
- 8-9 **2012** Débattre pour agir !
- 10-13 Le débat **“CENTRE SOCIAL”**
- 14 **QUELQUES REPÈRES** pour l'animation de débat
- 15 Pour enrichir **LE CONGRÈS 2013**
- 16 **DES RESSOURCES** pour débattre
- 17-24 **ANNEXES**



Tout d'abord merci à vous, acteurs bénévoles et salariés des centres sociaux et des fédérations, qui avez donné la parole aux habitants de vos territoires et fait remonter par centaines leurs indignations et parfois leurs espoirs, faisant de la première étape de notre démarche congrès un succès.

Mais après le temps de l'expression vient celui de la raison et aujourd'hui s'ouvre la seconde étape que nous avons voulue consacrée aux débats, sous l'égide de la seconde valeur de la Charte des centres sociaux : la Démocratie.

Débattre, pour quoi ?

Parce qu'avant tout nous croyons en l'homme, en son intelligence, sa créativité et en sa capacité d'être acteur de sa vie. Parce que nous pensons que chacun, quel qu'il soit, peut et doit contribuer aux décisions qui le concernent.

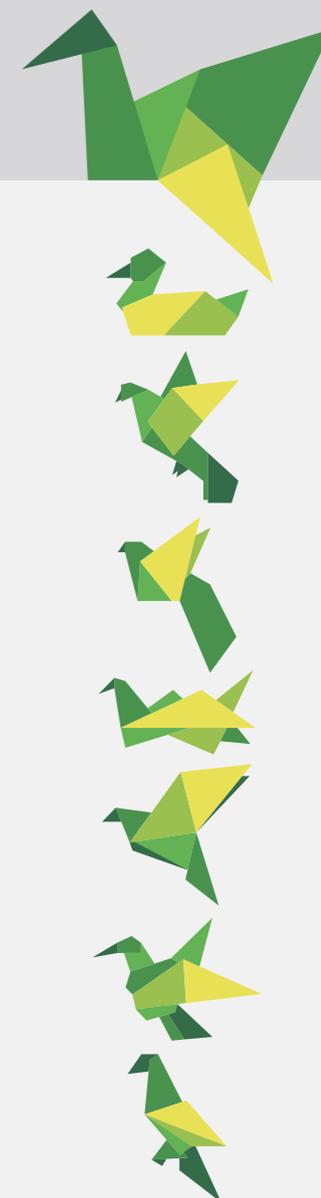
Mais attention, il ne s'agit surtout pas de faire des centres sociaux des lieux d'opposition systématique aux politiques publiques. Il ne s'agit pas non plus, d'organiser des débats qui jouent uniquement un rôle de défouloir ou renforcent le sentiment d'impuissance.

Il s'agit de faire des centres sociaux des lieux où des citoyens pourront collectivement s'approprier une question sociale qui les concerne, y réfléchir avec l'aide d'experts ou de partenaires puis formuler des propositions et les mettre en œuvre.

Il s'agit de démontrer, en marge des campagnes électorales de 2012, qu'un débat constructif est possible et que cette forme d'action non-violente, les centres sociaux sont bien placés pour la mettre en œuvre.

Prouvons-le : un autre quotidien solidaire et citoyen est possible, ici, maintenant et tous les jours !

ÉDITO
DE PIERRE GRANIER
PRÉSIDENT DE LA FCSF





LA DÉMARCHE CONGRÈS 2010-2013

4

UN PEU D'HISTOIRE...

Fondement de la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France en 1922 : la représentation de la France au Congrès International des Settlements à Londres

Depuis les années 1960, 7 Congrès nationaux des Centres Sociaux ont été organisés, dont les suites ont marqué la vie du réseau : circulaire Diénesch et agrément « centre social », création du syndicat employeur, contrat de projet, la charte des Centres sociaux, la promotion de l'animation globale...

UN CONGRÈS, POURQUOI ?

POUR RÉAGIR À LA DÉGRADATION DE LA SITUATION SOCIALE : crise économique, politique et sociale, ancrage de la précarité, renforcement de l'exclusion, incertitudes sur l'organisation des politiques publiques, l'action sociale, etc.

POUR INTERROGER LE SENS DE NOTRE ACTION : dix ans après le vote de la Charte fédérale des Centres Sociaux, tirons le bilan de notre action et allons plus loin dans la mise en oeuvre de notre projet politique : le développement du pouvoir d'agir des habitants

POUR FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX : échéances électorales de 2012, renouvellement de la Convention d'Objectifs et de Gestion entre l'Etat et la Cnaf en 2013, échéances électorales locales de 2014...valorisons les réalisations des Centres Sociaux et faisons entendre nos propositions

POUR IMAGINER ENSEMBLE NOTRE AVENIR : à l'issue de ce congrès, ouvrons ensemble une nouvelle page de l'histoire de notre réseau en nous interrogeant sur la forme et l'action du centre social de 2020



5



QUELQUES REPÈRES SUR LE CONGRÈS

Voté à l'Assemblée Générale de la FCSF à Verdun en juin 2010

Construit et animé par un groupe de pilotage Congrès qui se réunit depuis septembre 2010

Renforcé lors de l'Université Fédérale de Sangatte en septembre 2011

Lancé lors de la rencontre des Présidents et Délégués à Reims en janvier 2011



EN ROUTE POUR LE CONGRÈS 2013

3 ÉTAPES

2011

La réalisation d'un diagnostic national, avec une collecte de plus de 800 témoignages de situations de vie où la dignité humaine est bafouée, 7 questions sociales identifiées (cf. 7 questions sociales, p.6-7), puis analysées lors de l'Université Fédérale de Sangatte. Une publication issue de ces travaux sera diffusée début 2012

2012

Une mise en débat de ces analyses, pour permettre une meilleure compréhension de ces questions sociales, ouvrir de nouvelles alliances ou conforter des partenariats, transformer des réalités locales, ouvrons des débats partout en France avec des personnes concernées et mobilisées

2013

Le 8^{ème} Congrès des Centres Sociaux au Palais des Congrès à Lyon, partageons toutes ces analyses et travaux lors des forums ouverts le 21 juin, construisons ensemble notre avenir autour du développement du pouvoir d'agir des habitants !



LES 7 QUESTIONS SOCIALES

7

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS LIÉES AUX ORIGINES : MISSION IMPOSSIBLE ? (P.18)

« Je voulais m'en sortir, j'avais une bourse pour mes études. Cependant, je n'ai pas pu trouver de logement en dehors du quartier, à cause de ma couleur ou de mon adresse initiale. De toutes façons, personne ne pouvait payer ma caution. Un jour, un policier m'a même dit : "la prochaine fois que vous n'avez pas vos papiers sur vous, on vous renvoie chez vous". Je suis arrivé ici à l'âge d'un an, la France, c'est chez moi ! »

« RAS LE BOL DE LA CHARITÉ, JE VEUX UN VRAI BOULOT ! » (P.22)

« Je suis une coupée dans la grande distribution avec 1h30 matin et 1h30 soir »
« Le RSA on n'en vit pas et il y en a marre des gens qui disent vous avez le RSA ; je vis seul avec un jeune de 17 ans ; quand j'ai payé mes factures, il ne me reste que 89€ par mois pour vivre, comment je fais ? »

PARENTS AU TRIBUNAL DE L'ÉDUCATION (P.19)

« Une maman mise en accusation dans des "équipes éducatives" [...]. Le CSC est parfois associé, en tant que partenaire. Mais les animateurs le vivent mal parce qu'ils ont le sentiment de participer à un tribunal qui juge les parents comme bons ou mauvais parents »

« ELLE A PLEIN DE CHOSES À DIRE...MAIS À PERSONNE » (P.20)

« Ce matin, une voisine depuis plus de 15 ans m'a demandé, très embêtée, si je ne pouvais pas l'amener à un rendez-vous médical. Agée et handicapée, elle n'a pas trouvé, ce matin, d'autre solution. J'avais le temps de lui donner ce 'coup de main' et cela m'a paru normal. Pour elle, c'était un geste inimaginable et c'est tout juste si elle n'a pas voulu me donner une 'récompense' ... »

LA PREMIÈRE ÉTAPE DE LA DÉMARCHE CONGRÈS



« POUR LES POLITIQUES SOURDS, RÉINVENTONS LES MÉGAPHONES! POUR LES CITOYENS MUETS, RÉINVENTONS LA LANGUE DES SIGNES! » (P.24)

« Les citoyens ne sont pas associés aux discussions qui les concernent et qui vont avoir un effet sur leur vie »

« J'en ai marre de voir des techniques prendre la place des élus »

SANTÉ EN MAL DE SOLIDARITÉ (P.23)

« Certains médicaments n'étant plus remboursés ou de moins en moins, une maman monoparentale bénéficiaire du RSA doit faire des choix entre se soigner ou assurer les études de son enfant en secondaire, il faut avancer l'argent pour les livres, (les livres scolaires ont changé en 2010, pas possible de vendre ceux de l'année et en acheter d'occase) les tenues pour le sport, etc. C'est très difficile »

PLUS DE 800 TÉMOIGNAGES COLLECTÉS

17 1^{ÈRE} LECTURE : « POCHETTES » THÉMATIQUES RÉALISÉES {ÉDUCATION, SOLIDARITÉ, EMPLOI, VIVRE ENSEMBLE, ETC.}

2^{NDE} LECTURE : SÉMINAIRE D'ANALYSE À LYON (JUILLET 2011) 7 QUESTIONS SOCIALES IDENTIFIÉES PAR LE GROUPE DE PILOTAGE CONGRÈS

D'AUTRES QUESTIONS SOULEVÉES MAIS NON ANALYSÉES À L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE

ÊTRE EXCLU DU LOGEMENT OU HABITER DÉCEMMENT ? (P.21)

« Moi, ce que je ne supporte pas, c'est l'expulsion de gens de leur logement avant qu'on ait trouvé une solution pour ne pas les mettre à la rue »

« Des enfants développent des allergies à cause de l'humidité dans les logements »

MÉDIA, VIOLENCE, MALTRAITANCE, INCIVILITÉ, NON DROIT AUX VACANCES, ETC.

« A quoi ça sert de faire des enfants si c'est pour les battre ? »

« Les médias devraient être plus "réfléchis", avec leurs grandes déclarations ils entretiennent la peur. L'exemple des concombres est une bonne illustration. Sans preuves, ils ont effrayé les gens et fait s'effondrer les ventes »



2012 DÉBATTRE POUR AGIR !

● NOTRE CONCEPTION DU DÉBAT

Le débat, tel qu'on le vit dans les centres sociaux, consiste à créer des espaces de dialogue autour d'une question sociale locale donnée, afin que toutes les personnes souhaitant agir pour transformer cette situation puissent se rencontrer et construire ensemble des solutions.

● POURQUOI CES DÉBATS ?

Parce que nous croyons que toute personne, quelle que soit sa situation, est **CAPABLE D'AGIR** sur sa vie et son environnement

Parce qu'en agissant au plus près des personnes, il est possible de **FAIRE CHANGER** des conditions de vie ou des situations indignes

Parce que nous croyons que les démarches collectives permettent aux individus de **S'ÉMANCIPER** des contraintes qu'ils rencontrent dans la construction de leurs parcours de vie

Parce que l'expérience nous prouve que le **DIALOGUE** avec les autorités compétentes peut faire progresser la résolution de certaines questions sociales

● POUR ÊTRE CONFORMES À NOTRE AMBITION, CES DÉBATS DOIVENT :

S'ORGANISER et se vivre avec les personnes concernées par la question sociale donnée

PORTER sur l'une des 7 questions sociales identifiées (cf. 7 questions sociale, p.6-7) lors de la récolte des indignations

ÊTRE MIS EN PLACE, lorsque cela est possible, par plusieurs centres sociaux, à l'échelle d'un bassin de vie, d'une ville ou d'une intercommunalité, autour d'enjeux communs



● NOS OBJECTIFS POUR CES DÉBATS

1

CONFORTER LE CENTRE SOCIAL DANS SON CŒUR DE MÉTIER : à travers les 3 formes de débat proposées (voir pages 10 à 13), ce sont 3 fonctions fondamentales du centre social, identifiées dans notre Charte, que nous cherchons à mettre en actes : un lieu de prise de conscience ; un lieu où se nouent de nouveaux partenariats et enfin un lieu d'élaboration de solutions locales

2

NOUER DE NOUVELLES ALLIANCES avec des partenaires associatifs ou institutionnels, centrées sur le partage de constats de société

3

DÉMONTRER NOTRE CAPACITÉ D'AGIR COLLECTIVEMENT, en tant que société civile: ces débats ont pour but de déboucher sur des actions collectives ou des prises de position

4

UNE DEUXIÈME ÉTAPE VERS LE CONGRÈS DE LYON : poursuivons localement le travail d'analyse sur les 7 questions sociales commencé lors de l'Université fédérale de Sangatte (voir tableaux en annexes et recueil à paraître). Vos contributions enrichiront les 7 forums thématiques qui ouvriront le congrès le vendredi 21 juin 2013

● CE QUE CES DÉBATS NE SONT PAS :

DES DÉBATS PARTISANS ❌

Évitons l'instrumentalisation et ne mélangeons pas « le » politique (l'action citoyenne) et « la » politique (les luttes pour le pouvoir)

DES DÉBATS POUR OU CONTRE ❌

Il ne s'agit pas d'opposer des points de vue, même si le désaccord est évidemment possible; il s'agit de co-construire des solutions

DES DÉBATS CATHARIQUES ❌

Il ne s'agit pas seulement de se « faire du bien » en disant ce qui va mal

DES DÉBATS DÉPRIMANTS ❌

Nous aurons échoué si la conclusion de ces débats est le constat de notre impuissance

DES DÉBATS SANS SUITES CONCRÈTES ❌

Notre objectif est la résolution de questions locales

DES CAHIERS DE DOLÉANCES ❌

Notre but n'est pas de dresser une liste de ce qui ne va pas pour l'envoyer ensuite en « haut lieu » et attendre que les choses s'arrangent. Changeons les choses ici, maintenant et tout de suite !

9





LÉ DÉBAT “CENTRE SOCIAL”

10

Les centres sociaux n'ont pas attendu la démarche Congrès pour organiser des débats. Pour caractériser ces débats, nous proposons un principe :

ILS SONT PRÉPARÉS ET ANIMÉS PAR ET AVEC DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LA QUESTION POSÉE

Ces débats doivent concerner une question locale, qui peut s'inscrire dans les 7 questions sociales analysées lors de l'Université Fédérale

Plusieurs formes possibles de débats, qui peuvent s'entremêler, s'enchaîner, se mixer... selon les objectifs poursuivis au sein du centre, l'état des réflexions sur la question (démarrage ou travail en cours). Vous trouverez des repères d'animation pour chacune des formes

Ces trois formes sont :



« CONSCIENTISATION » (habitants)



« OUVERTURE » (habitants / partenaires)



« ÉTAPE DANS L'ACTION » (habitants / partenaires / institutions)

● À QUEL MOMENT DÉBATTRE ?

Dans le cadre de la vie des centres sociaux et des fédérations pour enrichir des démarches en cours, non pas pour ouvrir de nouveaux projets !

PAR EXEMPLE :

- Au cours d'une démarche de renouvellement de projet (travail plus spécifique sur une question donnée en s'appuyant sur la publication nationale à venir)
- Au cours d'une action menée avec un groupe (d'insertion, projet vacances, soutien parental)
- Comme support pour ouvrir un dialogue avec d'autres
- Au cours d'un projet fédéral pour ouvrir un espace de coopération



11

“CONSCIENTISATION”



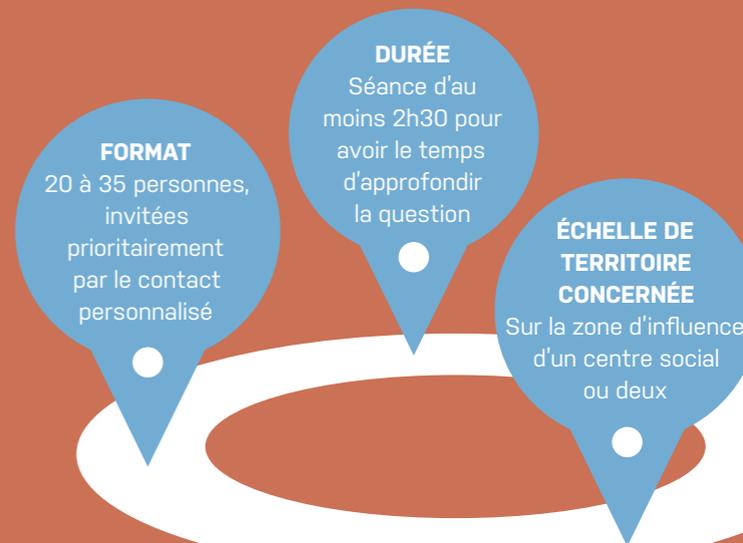
OBJECTIFS

- Elargir le nombre de personnes, d'habitants, d'usagers du centre social sensibles à la question sociale posée
- Améliorer leur connaissance des différentes dimensions de cette question

LES DIFFÉRENTES ÉTAPES

- 1. PRÉPARATION** avec des personnes concernées et exploration du thème
- 2. DÉROULEMENT**
 - Que savons nous de la question ?
 - Sommes-nous touchés directement ?
 - Ou connaissons-nous quelqu'un de concerné ?
 - Pourquoi cette question ? Quels effets ?
 - Qui est chargé de traiter cette question ?
 - Quelles sont les initiatives pour y répondre ?
- 3. CONCLUSION**
 - Ce que nous avons appris collectivement
 - Des perspectives ?
- 4. APRÈS LE DÉBAT**
 - Envoi de la synthèse aux participants
 - Saisie de la remontée sur le site de la FCSF (cf. p.15)
 - Mise en œuvre des perspectives ?

QUELQUES REPÈRES



UN EXEMPLE

Un groupe de Français Langue Etrangère peut travailler sur la question du logement :

- Comment fonctionne un office public HLM ?
- Comment se calcule un loyer ?
- Qui décide de l'attribution d'un logement ?

A partir de ce travail, chaque personne peut inviter un ou deux voisins à participer à une soirée débat permettant d'élargir le nombre de personnes comprenant mieux le fonctionnement de l'office qui les loge et éventuellement d'identifier des questions à traiter et de déceler des envies d'agir.



“OUVERTURE”



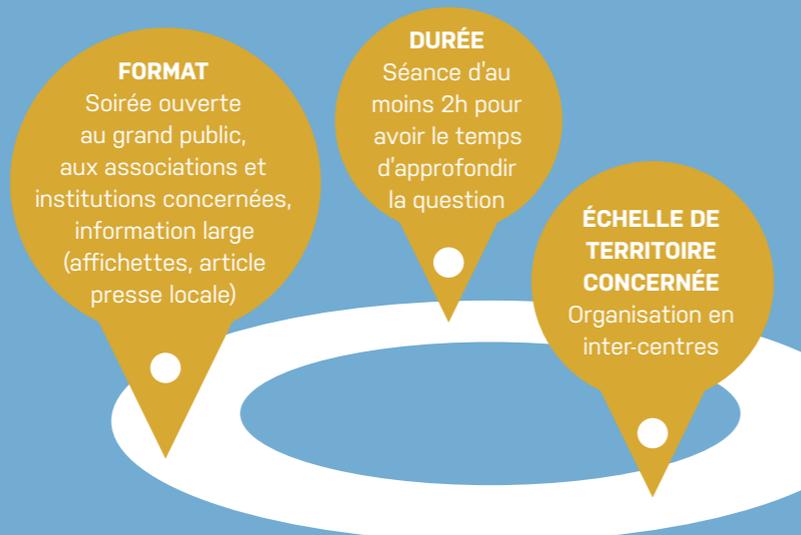
OBJECTIFS

- Sensibiliser plus de personnes à la question sociale traitée
- Envoyer un signal aux personnes concernées : « *dans les centres sociaux on peut parler de cette question* »
- Ouvrir un dialogue ou confirmer un partenariat avec des associations ou institutions concernées

LES DIFFÉRENTES ÉTAPES

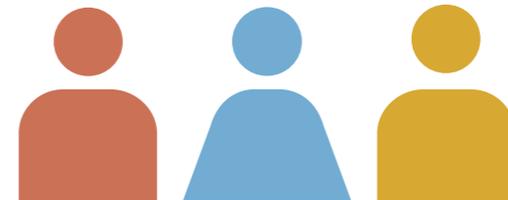
- 1. PRÉPARATION** entre centres sociaux organisateurs, avec un (des) groupe(s) de personnes concernées par cette question sociale. Éventuellement telles ou telles associations ou institutions peuvent être associées à la préparation
- 2. DÉROULEMENT**
 - Témoignage du groupe de personnes concernées par la question
 - Débat avec la salle : à partir de l'exposé quelles questions nous posons-nous ?
 - Intervention éventuelle des associations partenaires ou institutions concernées réagissant à ce qu'elles ont entendu
- 3. CONCLUSION**
 - Identification d'éventuelles envies d'agir des participants, des convergences avec les associations/institutions
- 4. APRÈS LE DÉBAT**
 - Envoi de la synthèse aux participants et saisie de la remontée sur le site de la FCSF (cf. p. 15)
 - Organisation de la coopération avec les partenaires

QUELQUES REPÈRES



UN EXEMPLE

Dans le cadre d'une semaine sur la santé organisée par la commune, des centres sociaux organisent avec un groupe de parents un débat grand public sur l'accès aux soins. Ils invitent les médecins, les centres de soins, des représentants de la CPAM et de l'Agence Régionale pour la Santé, etc. Une introduction faite par le groupe concerné permet de poser une série de constats, de questions qui semblent gêner l'accès aux soins (éloignement des lieux de soins, déremboursement, attitude de certains médecins). Le débat permet d'entendre les différents points de vue, les contraintes dans lesquels chacun agit, et à partir de la construction des points d'accords et de désaccords, d'identifier, peut-être, un sujet d'intérêt commun qui pourrait faire l'objet d'un travail entre les différents acteurs présents.



“ÉTAPE DANS L'ACTION”



OBJECTIFS

- Faire avancer la résolution d'une problématique locale avec les personnes concernées
- Envoyer un signal aux institutions concernées: « *avec les centres sociaux on peut agir sur cette question* »

LES DIFFÉRENTES ÉTAPES

- 1. PRÉPARATION**
Rencontre avec les habitants concernés, repérage d'un point de blocage commun qui puisse être présenté aux interlocuteurs qui doivent être rencontrés. Prise de contact préalable avec eux pour les inviter à une rencontre.
- 2. DÉROULEMENT**
 - Présentation du point de blocage par les habitants et écoute des réactions des acteurs invités sur cette présentation
 - Animation d'un débat sur ces points de vue : repérage au fur et à mesure des points d'accords et de désaccords
 - Construction de perspectives pour dépasser les points de blocages
- 3. CONCLUSION**
 - Planification d'une prochaine étape permettant la mise en œuvre des perspectives
- 4. APRÈS LE DÉBAT**
 - Envoi de la synthèse (via un courrier ?) aux participants rappelant les engagements de chacun
 - Saisie de la remontée sur le site de la FCSF (cf. p. 15)

QUELQUES REPÈRES



UN EXEMPLE

Un travail avec un groupe de personnes en grande précarité issu de plusieurs centres sociaux peut être l'occasion de mettre en place une rencontre-débat avec des élus du Conseil Général, des représentants du CCAS et des associations caritatives. Cette rencontre peut avoir pour objectif d'obtenir une évolution des règles appliquées pour l'obtention d'un pass pour les transports en commun de l'agglomération.



QUELQUES REPÈRES POUR L'ANIMATION DES DÉBATS

14

SONT INDISPENSABLES



- Le ou les animateurs
- Le ou les secrétaires

SONT OPTIONNELS



- Le maître du temps : celui ou celle qui est garant du temps de la séance en globalité, des différentes séquences, de prises de parole trop longue...
- Le facilitateur : celui ou celle qui aide à avancer dans les débats, qui évite par ses interventions que les échanges « tournent en rond »
- Le médiateur : celui ou celle qui permet de sortir de l'impasse de positions opposées qui bloquent les échanges
- A vous d'en inventer d'autres!



ANIMER ÇA VEUT DIRE QUOI ?

ANIMER vient du latin animare (« donner de la vie »). L'animateur est donc celui ou celle qui met en mouvement le groupe, qui le pousse à agir. Son rôle consiste à catalyser les énergies du groupe, mais sans induire lui-même la direction prise par ses membres.

QUELQUES POINTS D'ATTENTION QUE LES ÉCHANGES...

- Ne se déroulent pas qu'entre quelques personnes qui « monopolisent » la parole
- Ne se bloquent pas autour d'une opposition, il faut dépasser les désaccords
- Ne soient pas « jargonneux » en termes techniques (résidentialisation), sigles (CUCS, ZUS, PEL, etc.), ou évoquer des lois sans les présenter (« la fameuse loi de 95 »)



LE RÔLE DE L'ANIMATEUR

● Garant du cadre du débat (des objectifs à atteindre et de la méthode employée), il n'est pas celui qui parle tout au long, mais il facilite la prise de parole de toutes les personnes en présence



LE RÔLE DU SECRÉTAIRE

● Mémoire de la séance, il peut proposer une synthèse des échanges, il enverra le compte rendu au groupe, avec l'appui du formulaire proposé (cf. p. 15). Il est donc conseillé de s'approprier cette grille de restitution avant le débat, pour ne prendre en note que les éléments nécessaires



POUR ENRICHIR LE CONGRÈS 2013

15

POURQUOI UNE REMONTÉE D'INFORMATIONS?

- Pour préparer les 7 forums thématiques du vendredi 21 juin 2013, premier jour du Congrès des Centres Sociaux
- Pour mettre en valeur la deuxième étape
- Pour partager ensemble un maximum d'analyses

SUR QUOI?

- Les thématiques
- Les participants
- Les analyses
- Les propositions et actions

COMMENT?

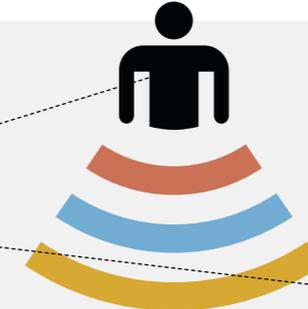
- A partir d'un formulaire, disponible sur le site Internet de la FCSF (www.centres-sociaux.fr)
Merci d'indiquer à l'issue du débat :
 - Débat sur ? (parcours, dimension considérée...)
 - Qui était là ? (chiffre et catégories...)
 - Avec qui ? (élus, partenaires, assos, institutions...)
 - Qui organisait ?
 - Forme ? (une des trois propositions ou autre)
 - Quelques retours sur les débats...
 - Des pistes ? Des propositions ?
- En nous envoyant (sur benjamin.pierron@centres-sociaux.fr) vos photos et reportages :
 - Photographies des débats, des participants
 - Captations vidéos :
Exemple : interviews de participants
 - > Pourquoi êtes vous venu ?
 - > Qu'est ce que vous en reprenez ?
 - > Qu'est ce que vous avez envie de faire maintenant ?

QU'EST CE QUE ÇA VA NOUS APPORTER (FÉDÉRATIONS LOCALES/FCSF)?

- Un état des lieux des réflexions et actions menées par le réseau
- Une meilleure identification des centres sociaux impliqués dans la démarche

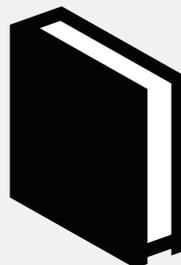
QUAND?

- À l'issue du débat
- De janvier 2012 à mars 2013





DES RESSOURCES POUR DÉBATTRE



Dans le cadre de la deuxième étape de la Démarche Congrès, la FCSF met à disposition des centres sociaux et des fédérations un ensemble de ressources, d'ores et déjà disponibles ou à venir d'ici le premier trimestre 2012.

● DÉJÀ DISPONIBLE

- **LES TÉMOIGNAGES ET INDIGNATIONS** collectés dans le cadre de la première étape de la Démarche Congrès
 - En format **A4** par question sociale (Parents au tribunal de l'éducation, Santé en mal de solidarité, etc.)
 - En format **A0** (118x84cm), sous forme de panneaux tels que présentés lors de l'Université Fédérale : fichiers pdf disponible sur demande.
- **LE PRÉSENT GUIDE PRATIQUE**, et ses annexes contenant : des synthèses issues des travaux de l'Université Fédérale de Sangatte, qui s'est déroulée du 30 septembre au 02 octobre 2011
- **L'INTERVENTION DE DANIELÉ DEMOUSTIER** (son, vidéo, texte)
- **LES COMPTES RENDUS DES PARCOURS DE L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE**
- **LES RETRANSCRIPTIONS (OU COMPTE RENDU) DES INTERVENTIONS DES INTERVENANTS DU VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2011** (Loïc Aubree, Patrick Banneux, Danièle Demoustier, Catherine Neveu, Olivier Noël, Pascal Percq, Joel Roman)
- **LES INTERVIEWS DE CERTAINS INTERVENANTS** (Loïc Aubree, Patrick Banneux, Sebastien Lodeiro, Joel Roman)

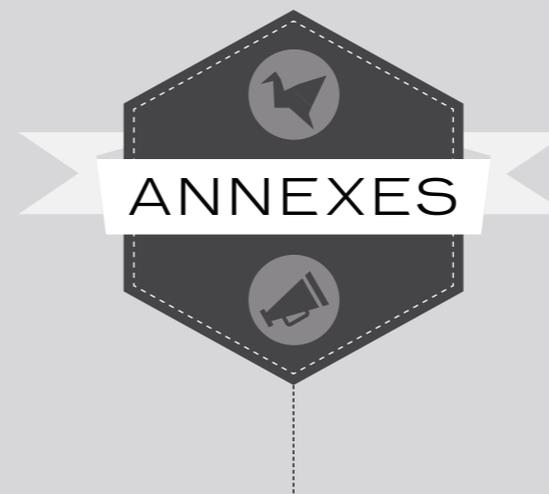
Retrouvez l'ensemble de ces documents dans le groupe « Congrès 2013 » sur RECO (accessible via le site de la FCSF) sur www.centres-sociaux.fr



● À VENIR

- **LA PUBLICATION**, sous la direction de Catherine Neveu, anthropologue, et du groupe de pilotage Congrès, issue des travaux et analyse de la première étape de la démarche Congrès à destination du grand public
- **UNE AFFICHE « LES CENTRES SOCIAUX DÉBATTENT POUR AGIR »** à destination de tous les centres sociaux souhaitant animer des débats (disponible sur demande auprès de la FCSF ou en fichier pdf)
- **DIFFÉRENTES DÉCLINAISONS DE FLYER** (par question sociale) à destination de tous les centres sociaux souhaitant animer des débats (disponibles en fichier .draw pour modification)
- **PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE CONGRÈS** : le powerpoint!
- **7 FILMS DOCUMENTAIRES** illustrant chacun l'une des questions sociales, proposés par le festival « Réel en Vue » (Centre Social Le Lierre à Thionville)

ET D'AUTRES ENCORE !



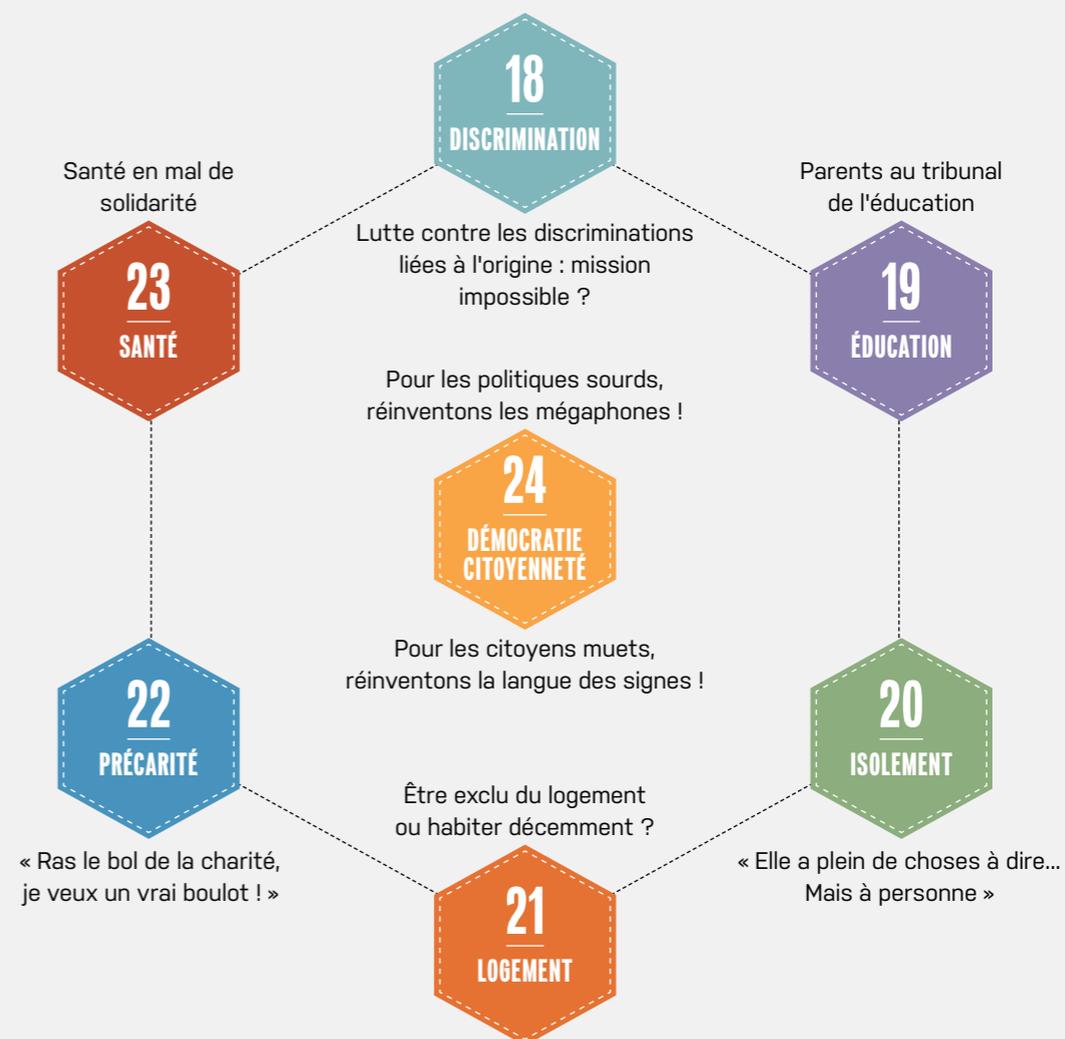
DANS LES ANNEXES, VOUS TROUVEREZ :

Des synthèses ou présentation, par questions sociales, des :

- Analyses (causes/conséquences)
- Pistes de travail et propositions
- Questions soulevées dans les échanges (points d'accords ou de désaccords)
- Personnes ressources

Issues des différents parcours de l'Université Fédérale de Sangatte, du 30 septembre au 02 octobre 2011

LES QUESTIONS SOCIALES SONT :



« LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : MISSION IMPOSSIBLE ? »

« Je voulais m'en sortir, j'avais une bourse pour mes études. Cependant, je n'ai pas pu trouver de logement en dehors du quartier, à cause de ma couleur ou de mon adresse initiale. De toutes façons, personne ne pouvait payer ma caution. Un jour, un policier m'a même dit : "la prochaine fois que vous n'avez pas vos papiers sur vous, on vous renvoie chez vous". Je suis arrivé ici à l'âge d'un an, la France, c'est chez moi ! »

ANALYSE DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES

	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS/PISTES
ACCÈS À L'EMPLOI	<ul style="list-style-type: none"> → Co-production d'une situation discriminatoire et d'inaction, liée aux pressions des institutions : priorité au placement (faire baisser les chiffres) → Demandeurs d'emploi : suspicion d'une discrimination produit une certaine agressivité → Les employeurs : diffusent des critères de sélection discriminants 	<ul style="list-style-type: none"> → Inaction, non changement de la situation → Chacun, à son niveau devient lui-même producteur de discriminations, parfois inconsciemment → « Principe d'occultation » : les discriminations ça n'existe pas ! 	<ul style="list-style-type: none"> → Agir sur le « concernement » : Individuel : reconnaître l'existence des discriminations → Collectif : Mise en place d'actions
À L'ÉCOLE	<ul style="list-style-type: none"> → L'origine ethnique - L'image que l'on peut en voir, le mode de vie, attitude du jeune, de l'enfant → Le lieu d'habitation (carte scolaire) → La volonté d'imposer nos normes. 	<ul style="list-style-type: none"> → Agressivité, renfermement, isolement: expression du mal être → Echec scolaire → Exclusion d'une catégorie de jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> → Formation des équipes pédagogiques (approche culturelle) → Formation à la loi et à l'éthique
AU LOGEMENT	<ul style="list-style-type: none"> → Co-production issue d'interactions entre : <ul style="list-style-type: none"> • Les institutions • Les élus • Les bailleurs sociaux • Les intermédiaires • Les demandeurs → Ils sont tous porteurs d'une idéologie, qui remet en cause le principe d'égalité : la sécurité, l'harmonie des quartiers, les critères socio économiques → Cette idéologie est croisée à des dispositifs (type Anru), qui sont producteurs de discriminations 	<ul style="list-style-type: none"> → Les intermédiaires intègrent les pressions des élus et des bailleurs en choisissant les demandes de logement en fonction de l'origine (supposée) voir ethnique 	

LES QUESTIONS SOULEVÉES AU SEIN DU GROUPE

- Autour de la notion de concernement : qui doit agir ? Les personnes concernées ? D'autres personnes pour elles ? Tout le monde ? Qui doit agir en premier ? Comment le centre social peut s'emparer de cette notion de concernement ?

PERSONNES RESSOURCES

- Olivier Noël, sociologue
- Samuel Thomas, président de la Fédération nationale des Maisons des Potes

« PARENTS AU "TRIBUNAL" DE L'ÉDUCATION »

« Une maman mise en accusation dans des "équipes éducatives". Le CSC est parfois associé, en tant que partenaire. Mais les animateurs le vivent mal parce qu'ils ont le sentiment de participer à un tribunal qui juge les parents comme bons ou mauvais »

ANALYSE DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES

	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS/PISTES
LES JEUNES	<ul style="list-style-type: none"> → Pas de place pour les jeunes dans les institutions, travail → Représentation négative → Mutation de la société 	<ul style="list-style-type: none"> → Stigmatisation → Violence 	<ul style="list-style-type: none"> → Appui à la construction d'une parole autonome et de lieux pour la porter → Valorisation et reconnaissance des initiatives des jeunes → Coordination des acteurs sur un territoire
LES RELATIONS PARENTS / ENFANTS	<ul style="list-style-type: none"> → Changement du modèle familial → Évolution de la société: influence des tiers et des médias 	<ul style="list-style-type: none"> → Des parents débordés mais pas démissionnaires → Injonctions contradictoires → Normalisation de l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> → Développer notre culture sur les modèles familiaux ayant pour principe de mettre le parent au cœur de tout → Faire évoluer les représentations: espace de concertation/coopération
LE SYSTÈME ÉDUCATIF	<ul style="list-style-type: none"> → Manque de coopération entre le système éducatif, les parents et l'ensemble de la communauté adulte sur l'éducation des enfants → Manque d'accueil du public dans les établissements 	<ul style="list-style-type: none"> → Césure entre les parents et les enseignants → Concurrence ou coopération ? → Diminution des moyens 	<ul style="list-style-type: none"> → Permettre l'accès aux savoirs de tous → Associer les parents à l'école pour que tous les enfants réussissent → Développer les universités populaires, de parents
LA CONCILIATION VIE PRIVÉE ET PROFESSIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> → Contraintes professionnelles, système économique → Structure familiale → Insuffisance de l'offre et critères de rentabilité pour celle existante 	<ul style="list-style-type: none"> → Difficulté à lier les deux/sacrifice de l'un ou de l'autre → Tension sur les structures d'accueil entre institution et demandeurs 	<ul style="list-style-type: none"> → Renforcer les partenariats avec les acteurs de la petite enfance → Revendiquer et se mobiliser pour obtenir des structures adaptées → Développer des modes de gardes alternatifs, solidarité famille / voisinage

LES QUESTIONS SOULEVÉES AU SEIN DU GROUPE

- L'école est elle un lieu que parents / animateurs peuvent investir ?
- Quelle est la première mission de l'école : instruire ou apprendre à se rencontrer ?
- Enseigner n'est pas animer ! Le savoir c'est aussi en dehors de l'école.
- Les formations n'abordent pas la question « comment aller vers les parents les plus éloignés de l'école ? »

PERSONNES RESSOURCES

- Joël Roman, philosophe
- Bruno Masarel, volontaire à ATD Quart Monde Rennes

« ELLE A PLEIN DE CHOSES À DIRE... MAIS À PERSONNE »

« Ce matin, une voisine depuis plus de 15 ans m'a demandé, très embêtée, si je ne pouvais pas l'amener à un rendez-vous médical. Agée et handicapée, elle n'a pas trouvé, ce matin, d'autre solution. J'avais le temps de lui donner ce "coup de main" et cela m'a paru normal. Pour elle, c'était un geste inimaginable et c'est tout juste si elle n'a pas voulu me donner une "récompense"... »

ANALYSE DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES

	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS/PISTES
ISOLEMENT	<ul style="list-style-type: none"> → Glissement vers un traitement des problématiques plus individualisé → La forme de l'habitat → Le chômage → La maladie → Le vieillissement → L'isolement géographique → Les transformations de la famille → L'esprit de compétition 	<ul style="list-style-type: none"> → Perte de l'estime de soi → Peur de l'avenir → Difficulté de s'ouvrir à l'autre → Aggravation accélérée des problématiques 	<ul style="list-style-type: none"> → Aller vers/sortir des murs → Prise en compte globale des personnes, à partir de leurs ressources plus que de leur déficience → Repenser l'accessibilité aux locaux → Libérer des espaces et des temps d'écoute pour accueillir ces personnes, ménager du « vide »
HANDICAP	<ul style="list-style-type: none"> → Regard et représentation sur la personne qui vit un handicap → Enfermement dans des structures et interventions spécialisées → Inadaptation des structures de droit commun 	<ul style="list-style-type: none"> → Déshumanisation de la personne → Atteinte au vivre ensemble → Isolement et exclusion 	<ul style="list-style-type: none"> → Développer des services de proximité et des solidarités de voisinage → Coopérer davantage avec les services, établissements et associations « spécialisés »

LES QUESTIONS SOULEVÉES AU SEIN DU GROUPE

- Point d'accord: revoir l'accessibilité, l'accueil, l'écoute et les types d'actions des centres sociaux face à ces questions
- En débat : faut-il développer de nouvelles coopérations ? Quelle qualification des acteurs des centres sociaux ?

PERSONNES RESSOURCES

- Catherine Neveu, anthropologue
- André Rousselet, administrateur à Voisins et Citoyens Méditerranée

« ÊTRE EXCLU DU LOGEMENT OU HABITER DÉCEMMENT ? »

« Moi, ce que je ne supporte pas, c'est l'expulsion de gens de leur logement avant qu'on ait trouvé une solution pour ne pas les mettre à la rue »

ANALYSE DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES

	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS/PISTES
LES BAILLEURS PUBLICS & PRIVÉS	<ul style="list-style-type: none"> → Le manque de logement → Le marché de l'insalubre → Le manque de connaissance des droits, la réglementation complexe → L'action publique faible → La politique des bailleurs → La non mobilisation des locataires 	<ul style="list-style-type: none"> → L'enrichissement légal ou illégal de certains propriétaires → La difficulté d'accès à la propriété → Insalubrité → La précarisation → Les marchands de sommeil → L'augmentation du nombre de personnes vivant dans la rue, dans les squats 	<ul style="list-style-type: none"> → Prendre davantage conscience de l'ampleur de la problématique du mal logement de la population de nos territoires, le faire avec les habitants et mieux connaître le cadre législatif (droits et devoirs directs des occupants et des bailleurs) → S'engager dans de l'accompagnement de dynamiques collectives pertinentes avec les gens concernés → Rechercher/ construire/ développer des partenariats institutionnels (bailleurs sociaux, mairie, conseil général) et associatifs acceptant de soutenir le pouvoir d'agir des habitants

LES QUESTIONS SOULEVÉES AU SEIN DU GROUPE

- Une réelle prise de conscience de l'ampleur des difficultés que vivent les gens à propos de leur logement/ habitat
- L'idée partagée du principe que les centres sociaux se doivent de prendre en compte ces problématiques
- La perception que le champ du logement et de l'habitat est tout un monde en soi juridique, institutionnel, financier, bien complexe
- Craintes implicites, peu exprimés explicitement, de s'engager dans ce domaine où les enjeux nécessitent de la puissance et de la légitimité pour y intervenir

PERSONNES RESSOURCES

- Loïc Aubree, géographe
- Hervé Cogne, directeur de l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs

« RAS LE BOL DE LA CHARITÉ, JE VEUX UN VRAI BOULOT »

« Je suis une coupée dans la grande distribution avec 1h30 matin et 1h30 soir »

ANALYSE DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES

	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS/PISTES
TRAVAIL ET EMPLOI	→ Le manque d'emploi, le système économique, le financement des petites et moyennes entreprises, l'organisation du travail, les valeurs du rapport Capital / Travail, les priorités politiques	→ Chômage, précarité, travailleur pauvre → Exclusion → Stigmatisation → Concurrence sociale	→ Rendre plus cohérentes nos pratiques et nos paroles : ne pas avoir recours aux emplois précarisés, avoir une fonction employeur en cohérence avec nos préoccupations pour l'humain → Replacer les interactions du social et de l'économie au centre de nos pratiques → Développer les pratiques de coopération
ESTIME DE SOI	→ Place et utilité dans la société, activité= considération → Les situations personnelles, notamment celles des « pauvres » sont renvoyées à la responsabilité individuelle alors que ces situations sont le résultats d'effets systémiques	→ La valeur de l'argent qui prime sur la valeur de travail, l'argent facile (pub, média) → Les choix politiques qui excluent les pauvres : « cancers de la société » → Le renvoi à la responsabilité individuelle → Une politique de discriminations, et l'abandon par l'Etat d'une vraie politique industrielle	
MINIMA SOCIAUX	→ Mondialisation, capitalisme financier, production chiffres d'affaire, plutôt que souci de l'humain	→ Les intermédiaires intègrent les pressions des élus et des bailleurs en choisissant les demandes de logement en fonction de l'origine (supposée) voir ethnique	

LES QUESTIONS SOULEVÉES AU SEIN DU GROUPE

- Cohérence dans les politiques d'emploi des centres sociaux (recours à la précarité)
- Animer le débat et le partager pour contribuer aux changements nécessaires dans l'appréhension de « l'économique »
- Ressenti d'une impuissance à agir face à des causes qui nous dépassent

PERSONNES RESSOURCES

- Danièle Demoustier, économiste
- Zinn-Din Boukhenaiissi, délégué général du Comité National de Liaison des Régies de Quartier

« SANTÉ EN MAL DE SOLIDARITÉ »

« Certains médicaments n'étant plus remboursés ou de moins en moins, une maman monoparentale bénéficiaire du RSA doit faire des choix entre se soigner ou assurer les études de son enfant en secondaire, il faut avancer l'argent pour les livres (qui ont changé en 2010, pas possible de vendre ceux de l'année et en acheter d'occasion) les tenues pour le sport etc. C'est très difficile »

ANALYSE DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES

	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS/PISTES
DÉTÉRIORATION DE LA SANTÉ	→ Précarité → Isolement → Sentiment d'inutilité sociale → Manque d'actions de prévention, au travail, à l'école, dans la rue → Manque d'écoute des professionnels	→ Rupture des liens sociaux et familiaux → Impossibilité de transmission des savoirs → Logements trop petits et/ou insalubres → Rôle des marchés financiers	→ PRENDRE SOIN DE SOI : développer la capacité des personnes à améliorer leur santé → PRENDRE SOIN DE L'AUTRE : favoriser les postures d'écoute et d'attention aux autres → INTERVENTION CITOYENNE : Développer les capacités citoyennes à peser sur les politiques publiques de santé par la réflexion, l'engagement, l'expression
ACCÈS AUX SOINS	→ Inégalités territoriales (équipements et acteurs) → Pratiques tarifaires et dépassements → Politiques budgétaires nationales, lobbying des laboratoires	→ Déplacement des soins (géographique, temporel) → Déplacement des publics vers des structures moins adaptées → Inégalité par le recours aux mutuelles → Clivage entre offre publique et privée de soins publics	
DIGNITÉ DU PATIENT	→ Le patient n'est pas pris dans sa globalité → Cloisonnement dans la prise en charge de la maladie → Inégalité et discrimination dans le traitement suivant les moyens financiers/situation sociale → Précarisation du personnel de soins, sous effectif → Distanciation et posture des professionnels de santé → Déshumanisation de l'administration, privatisation du système de soins	→ Fragilisation du patient soumis au pouvoir du médecin → Infantilisation du patient → Enfermement dans la maladie qui rend socialement voire physiquement dépendant → Aggravation de la santé morale et psychique entraînant perte de confiance en soi et isolement	

LES QUESTIONS SOULEVÉES AU SEIN DU GROUPE

- Santé ou bien être de quoi parle-t-on ?
- La santé au cœur du projet centre social ?
- La participation dans les Agence Régionale de Santé de représentants des fédérations en tant que tels ?

PERSONNES RESSOURCES

- Patrick Banneux, chargé de mission au cabinet du président de la Région Nord-Pas de Calais
- Sebastien Lodeiro, chef de projet/développeur à l'ADELS

« POUR LES POLITIQUES SOURDS, RÉINVENTONS LES MÉGAPHONES!
POUR LES CITOYENS MUETS, RÉINVENTONS LA LANGUE DES SIGNES! »

« Les citoyens ne sont pas associés aux discussions qui les concernent et qui vont avoir un effet sur leur vie »

ANALYSE DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES

	CAUSES	CONSÉQUENCES	SOLUTIONS/PISTES
RAPPORT ENTRE ÉLUS ET CITOYENS	→ Complexification des rapports : non reconnaissance de l'expertise d'usage des habitants, déconnexion entre les questions posées par les élus et les préoccupations des habitants, professionnalisation du métier d'élus, confusion entre pouvoir et savoir	→ Démobilisation des habitants, éloignement progressif, abstentionnisme et tension avec les élus	→ Passer d'une démocratie représentative à une démocratie de citoyens, ne pas limiter la démocratie à un dispositif électif : ouvrir des espaces d'expression
RECONNAISSANCE D'UN MANQUE DE MOBILISATION DES HABITANTS	→ Culture et pouvoir : affaiblissement de la culture de l'action collective, délégation de pouvoir aux élus, enseignement de la démocratie	→ Individualisme et fatalisme, pas d'actions collectives !	→ Ouvrir des espaces de mobilisations, développer l'envie d'agir, notamment des plus jeunes
COMPLEXITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES	→ Logique économique > politique : borne d'accueil à la place d'individu, procédures, baisse des moyens des politiques publiques	→ Précarité, déshumanisation du service public	→ Sortir du traitement individuel et aller vers du collectif, formation civique, mettre en lien les acteurs, rapprocher élus et citoyens

LES QUESTIONS SOULEVÉES AU SEIN DU GROUPE

- Qui porte la parole des habitants à partir d'une problématique travaillée collectivement: le centre social? Les habitants eux mêmes?
- Essayer « d'améliorer » la communication/relation entre les élus et les citoyens ou « le grand soir », « foutre en l'air ce système capitaliste qui broie les gens »
- Le centre social « médiateur » ou révélateur de colère
- En stratégie: rapport de force ou négociation ?

PERSONNES RESSOURCES

- Pascal Percq, ancien journaliste et membre d'ATD Quart Monde
- Pierre Mahey et Annie Cordier, Capacitation Citoyenne



NOTES



NOTES



CE GUIDE PRATIQUE A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE GROUPE DE PILOTAGE CONGRÈS, COMPOSÉ DE :



PASCAL AUBERT
*Vice Président
FCSF*



JÉROME BAR
Délégué FD 26



JULIEN BASTIDE
*Délégué Fédéral
FCSF*



**VIRGINIE
BRASSEUR**
Déléguée FD 62



**PATRICIA
BRENNER**
*Déléguée Fédérale
FCSF*



**SOLANGE
BOUCHET**
*Administratrice
FD 86 et FCSF*



**GÉRARD
CASTELAIN**
*Président FD 33
et administrateur
FCSF*



JACQUES ELOY
*Administrateur
FCSF*



GABRIEL D'ELLOU
*Administrateur
de l'Association
des Maisons de
Quartier de Reims*



PIERRE GARNIER
*Président de la
FCSF*



XAVIER LIONET
*Délégué général
adjoint FCSF*



CLAUDIE MILLER
*Présidente FD
Deux Savoie et
secrétaire adjointe
FCSF*



**BENJAMIN
PIERRON**
*Délégué Fédéral
FCSF*



**FRANÇOIS
VERCOUTÈRE**
*Délégué général
FCSF*



ANITA WERQUIN
*Vice Présidente
FD 59*



**CHRISTIANE
ZIMMER**
Déléguée FD 69

REMERCIEMENTS POUR LEUR CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DE CE GUIDE :



NICOLAS DENEUF
*En service civique
à la FCSF*



**CAROLINE
LADOUS**
*Déléguée Fédérale
FCSF*



**JEAN- MARIE
LAURENT**
*Délégué général
adjoint FCSF*



Politique :
**SOLANGE
BOUCHET**



Technique :
**BENJAMIN
PIERRON**

CONCEPTION- RÉALISATION :



**VINCENT
MONTAGNANA**

**POUR TOUS LES ACTEURS
BÉNÉVOLES ET SALARIÉS
DES CENTRES SOCIAUX,
RENDEZ-VOUS
LES 21, 22 & 23 JUIN 2013 À LYON**

**POUR LE 8^{ÈME} CONGRÈS
DES CENTRES SOCIAUX
AU PALAIS DES CONGRÈS À LYON**



RÉSERVATIONS À VENIR (COURANT 2012)